

**Union européenne - Brexit -  
Désignation du président du conseil  
européen - Entretien de M.  
Jean-Marc Ayrault, ministre des  
affaires étrangères et du  
développement international, avec  
«France Info»  
(Paris, 09 mars 2017)**

(...)

Q - Un sommet européen se déroule vendredi et samedi à Bruxelles. Beaucoup de problèmes, bien sûr, pour la Communauté européenne. Parmi ceux-ci, le Brexit. On peut dire aujourd'hui que tous les Européens sont unis face au Royaume-Uni qui prépare donc sa sortie de l'Europe ?

R - Il faut que tous les Européens restent unis dans la négociation qui va commencer. Fin mars Theresa May, la Première ministre britannique, va adresser officiellement sa demande de sortie. C'est la négociation qui va démarrer dans le cadre de l'article 50. C'est quelles sont les conditions en quelque sorte de la séparation, du divorce, de la sortie comme d'une copropriété. Cela va être compliqué, cela va durer deux ans et il faut que ce soit très clair et très ferme sans agressivité. Ça, c'est la première étape et pour cela, il faut que les Européens restent unis.

Q - Ils le sont aujourd'hui...

R - Je dois dire que la France et l'Allemagne, qui jouent un rôle très important à l'échelle européenne, sont totalement soudés. Cela a été confirmé d'ailleurs à la réunion de Versailles que François Hollande a organisée avec l'Espagne et l'Italie.

Q - En début de semaine...

R - Nous allons donc entraîner dans cette direction. Je rappelle qu'après la négociation de sortie, après le Brexit, il y aura une autre négociation qui va commencer. C'est quelle relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ? Ce sera alors, là, une relation avec un pays tiers qui ne sera plus du tout dans l'Union européenne, qui ne participera plus à ses règles et à ses lois, et qui sera un pays tiers avec un accord de libre-échange qu'il va falloir négocier, qui va être compliqué mais qu'il faudra négocier en présentant nos intérêts bien entendu.

Q - Donc Brexit, l'un des enjeux de ce sommet. Il y en a un autre plus formel et plus institutionnel... Le président du Conseil européen, Donald Tusk, arrive en fin de mandat. Il voudrait rempiler mais son pays, la Pologne, ne le souhaite pas. Est-ce que ce poste pourrait

revenir par exemple à François Hollande ?

R - Je crois que cela se fait par consensus comme cela s'est fait pour Donald Tusk la dernière fois et que, là, on s'achemine vers une proposition qui sera faite par le président en exercice de l'Europe, qui est Malte, et qui va consulter. A priori, il doit y avoir consensus pour la reconduction de Donald Tusk qui n'a pas démerité.

Q - Sauf que la Pologne, son pays d'origine, y est opposée...

R - C'est vrai mais pour des raisons qui relèvent de politique intérieure polonaise, pour des règlements de comptes politiques qui n'ont pas à avoir des conséquences sur le fonctionnement de l'Europe. Je crois qu'au moment où justement vous venez d'évoquer le Brexit, avec tous les risques que cela peut comporter pour l'avenir de l'Europe, on a besoin de cohésion, on a besoin de solidité, on n'a pas besoin d'improvisation.

Q - Plutôt besoin de continuité. Par ailleurs, Donald Tusk est libéral et le président de la République lui-même, le nôtre, a dit que le poste pourrait revenir à un socialiste, surtout si Martin Schulz gagne à l'automne prochain.

R - Ce qui est vrai, c'est que l'Europe à 27, aujourd'hui à 28, c'est la même question : c'est l'équilibre politique qui doit prévaloir. Jusqu'à présent il y en avait un. Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker du Parti populaire européen, le social-démocrate Schulz à la tête du Parlement européen et un libéral à la présidence du Conseil européen. Cet équilibre aujourd'hui n'existe plus.

Q - Non, parce qu'ils sont tous les trois de droite....

R - Il faut y veiller pour l'avenir. Nous sommes en période électorale dans beaucoup de pays. Les prochaines élections, c'est le 15 mars aux Pays-Bas, ensuite en France, ensuite en Allemagne.

Q - Mais Hollande à la tête de l'Europe, c'est de la science-fiction totale ou cela pourrait arriver ?

R - La désignation du futur président, c'est-à-dire le renouvellement de Tusk a priori, cela va se faire demain, enfin cette semaine.

Q - Ce sera trop tôt pour Hollande.

R - François Hollande est encore président de la République que je sache. Cette question ne se pose donc pas de cette façon.

Q - L'Europe est face à beaucoup d'épreuves, je le disais, vous avez cité le scrutin qui aura lieu aux Pays-Bas la semaine prochaine, mercredi prochain, où l'extrême droite pourrait faire un score important. C'est aussi le cas en France. À défaut d'en prédire la victoire, Marine Le Pen est tout de même forte dans les sondages. Vous considérez que c'est une menace pour l'Europe ? On a dit que le Brexit était une menace pour l'Europe qui pouvait déstabiliser l'Europe et ce n'est pas le cas.

R - Soyons clairs, l'Europe a des défauts, je ne vais pas dire le contraire. Il faut qu'elle s'améliore, il faudrait qu'elle protège plus, qu'elle investisse plus, qu'elle s'affirme plus sur la scène internationale. On fait des progrès en matière de sécurité, notamment les frontières, la protection des frontières. Lundi dernier, j'étais à cette réunion des ministres des affaires étrangères et le Conseil européen d'aujourd'hui et de demain va confirmer ce que nous avons proposé en matière de défense. Un état-major puisqu'il y a une première esquisse, plus d'autonomie stratégique, plus de capacité d'investissement.

Bref, l'Europe s'affirme et elle doit s'affirmer de plus en plus. Pourquoi ? Aujourd'hui, nous sommes dans un monde qui n'a jamais été aussi incertain. Il y a le Brexit que vous venez d'évoquer, ce n'est pas rien, on ne mesure pas encore toutes les conséquences y compris pour le Royaume-Uni, son unité même, mais aussi l'élection de Trump qui est en train de changer les règles du jeu. Changer les règles du jeu notamment en matière commerciale, en revenant à une forme de protectionnisme, en envisageant de mettre des taxes aux frontières, ce qui peut avoir des conséquences extrêmement graves et qui peut provoquer une nouvelle crise commerciale et financière. Si l'Europe n'affirme pas sa cohésion et ne se protège pas, comme elle a su surmonter la crise de 2007, alors ce serait une catastrophe pour chacun de nos pays. Nous sommes donc dans cet instant extrêmement grave, avec beaucoup d'adversaires de l'Union européenne, Brexit, Trump mais aussi la Russie qui préfère avoir une Europe faible. On doit donc résister. (...)/.